

Public redacted version of
Annex 3

Affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*
CONFIDENTIEL

DÉCLARATIONS DE [REDACTED]

Je soussigné, [REDACTED], né [REDACTED], habitant de [REDACTED] (Province de l'Ituri, République démocratique du Congo), atteste d'avoir déposé la demande de participation [REDACTED] dans la procédure devant la Cour pénale internationale *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*.

En outre, je déclare ce qui suit.

Le 26 janvier 2023, j'ai été contacté par téléphone par l'un des avocats représentant les victimes des attaques dans l'affaire devant la CPI *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et qui me représente également en tant que victime, notamment Me Cherine LUZAISU. J'ai été invité à fournir des détails sur ce qui est arrivé à [REDACTED] Maman [REDACTED] ainsi qu'à son enfant lorsque Sayo avait été attaqué par les éléments de la milice de Bosco Ntaganda UPC/FPLC en novembre 2002. J'ai accepté l'invitation et donné les déclarations suivantes.

Je suis marié à [REDACTED] et père de [REDACTED] enfants dont [REDACTED] garçons et [REDACTED] filles. [REDACTED] de ses enfants sont encore mineurs.

Maman [REDACTED] était la fille [REDACTED] qui répondait au nom de [REDACTED], [REDACTED] qui aujourd'hui est décédé. Je ne me souviens plus du nom de famille de Maman [REDACTED].

Maman [REDACTED] vivait à l'époque à Sayo [REDACTED] Nous habitons [REDACTED] [REDACTED] mais à des avenues différents. Elle y vivait avec son bébé qui avait une année et 9 mois environ à l'époque des faits. Nous étions donc [REDACTED] et Maman [REDACTED] était pratiquement [REDACTED] [REDACTED] A chaque fois qu'il y avait un problème, Maman [REDACTED] [REDACTED].

A l'époque des faits, le bébé de Maman [REDACTED] qui s'appelait [REDACTED] était malade et c'est comme ça que Maman [REDACTED] s'était retrouvée au Centre de santé de Sayo. Le jour des faits, je n'étais pas présent à Sayo car j'étais déjà parti au travail, j'étais [REDACTED]. Les nouvelles de l'attaque sur Sayo me furent parvenues alors que j'étais encore dans [REDACTED]. C'est ainsi que je ne pouvais plus rentrer à Sayo. J'étais resté dans la forêt pendant plus ou moins 2 à 3 mois dans des conditions de précarité extrême. J'avais fui vers le village [REDACTED] et finalement je m'étais retrouvé à [REDACTED] plus ou moins 3 mois après. J'y étais resté quelques semaines avant que les soldats de Bosco ne piègent la population de [REDACTED] pour la tuer. C'est ainsi que j'avais fui [REDACTED] et quelques semaines plus tard, j'avais regagné Sayo. J'étais donc absent de Sayo pendant plus ou moins 4 mois.

C'est à mon retour à Sayo que j'avais appris que [REDACTED] Maman [REDACTED] était tuée avec son bébé par les éléments de Bosco. C'est [REDACTED] qui m'avait appris la nouvelle, étant donné qu'il connaissait [REDACTED]. Selon lui, Maman [REDACTED] n'avait pas pu quitter le Centre de santé le jour de l'attaque. Les corps de Maman [REDACTED] et de son bébé lorsque retrouvés étaient déjà décomposés. Avec l'aide des autorités et [REDACTED] [REDACTED], les restes de leurs corps étaient enterrés [REDACTED].

Maman [REDACTED] n'avait [REDACTED]. A ce jour le père et la mère de Maman [REDACTED] sont décédés mais elle a [REDACTED] qui vit à [REDACTED].

Affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*
CONFIDENTIEL

Je souhaite clarifier que dans ma demande de participation [REDACTED] je n'ai pas parlé de ce qui est arrivé à Maman [REDACTED] et à son bébé. J'ai parlé des autres crimes commis par les soldats de Bosco dont j'ai été victime.

Je donne mon consentement à ce que les présentes déclarations soient transmises aux juges de la Chambre de première instance II de la CPI, ainsi qu'aux parties et participants dans la procédure de réparation relative à l'affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, mais je ne souhaite pas que les informations relatives à mon identité soient communiquées à l'équipe de la défense de M. Ntaganda car j'ai peur pour ma sécurité et celle de ma famille.

L'entretien a été conduit en français et lingala. Le présent document m'a été lu en français et traduit en lingala. Je certifie que les informations figurant dans ce document sont exactes dans la mesure de mes connaissances.

Pour valoir de que de droit :

Approbation par [REDACTED]
(au lieu de la signature) :

x OUI

NON

Je soussignée, Me Cherine LUZAISU LUSIENGE, conseil sur le terrain, atteste qu'eu égard à la situation sécuritaire, le présent document a été consigné par téléphone. [REDACTED] a approuvé l'exactitude des informations consignées dans ce document.

Signature :

[REDACTED]

Fait le 26 janvier 2023

